

production et du niveau d'emploi: les exportations canadiennes seraient alors exclues des marchés étrangers en raison de leur prix et les produits étrangers viendraient remplacer les nôtres sur notre propre marché. Au niveau global, le gouvernement reste engagé envers une stratégie à moyen terme de restrictions monétaires et fiscales visant à réduire les pressions exercées sur la demande sous forme d'accroissements salariaux et de relèvements de prix.

Les politiques de régulation de la demande peuvent réduire les pressions économiques exercées par les prix et les coûts. Toutefois, ces mesures axées sur la demande doivent ultimement être appuyées par un relèvement de la capacité de l'offre, et notamment par des gains en terme de productivité des facteurs. Les années 70 ont été caractérisées par un net ralentissement du taux de croissance de la productivité qui est venu accentuer les pressions inflationnistes exercées par un fort relèvement des cours des produits de base, et notamment des cours pétroliers. Une reprise de la croissance de la productivité dans les années 80 contribuerait à alléger les pressions inflationnistes et à accroître la compétitivité internationale du Canada. De même, une forte productivité pourrait rendre notre économie moins vulnérable aux effets inflationnistes de chocs extérieurs comme celui que nous avons connu dans les années 70.

Bien qu'il n'y ait pas d'explication simple de la situation économique que connaît actuellement le Canada ou le monde, on reconnaît généralement que la faiblesse des investissements en a été un élément clé qui, à son tour, a reflété un manque de prévisibilité et de confiance devant l'avenir, tout particulièrement en ce qui concerne l'évolution du niveau d'inflation et des taux d'intérêt. L'évolution des relations économiques internationales et des marchés financiers est venue nourrir ces incertitudes. Dans une telle conjoncture, les investisseurs préfèrent les placements à court terme. Ce sont pourtant les entreprises à plus long terme, plus coûteuses et plus risquées, qui produisent normalement les meilleurs rendements en terme de croissance de la productivité et de compétitivité internationale. Ce sont ces investissements qui garantissent que l'ajustement d'une économie suscite l'expansion des industries efficaces et permet le dégagement graduel des industries défavorisées par le changement technologique, par la modification de la demande ou par des déplacements de l'avantage comparé. Bien que notre économie ait été sérieusement touchée par les développements survenus dans l'économie mondiale, ses grands points forts continuent d'être l'abondance de ses ressources, sa main-d'oeuvre qualifiée et son fort niveau de compétence technologique. Toutefois, nous ne devons pas laisser échapper notre avantage concurrentiel. Les mesures récemment prises par le gouvernement pour juguler l'inflation, notamment le programme du 6/5 pour cent, visent à aider à assurer que le Canada n'est pas exclu des marchés étrangers en raison de ses coûts élevés, situation qui pourrait avoir de sérieuses conséquences en terme d'emplois et de croissance économique. Ces mesures sont un premier pas dans la bonne direction.

Le document sur *Le développement économique du Canada dans les années 80* recensait un certain nombre de problèmes à étudier pendant la prochaine décennie et présentait un programme devant permettre au gouvernement d'aider et d'encourager les gens d'affaires et le monde du travail à exploiter ces possibilités. Il est évident que la récession nous a rendu moins capables de mettre de l'avant de nouvelles propositions de développement, surtout dans le secteur des ressources, et nous a